REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

=======oOo=======

Budget de l'Etat

Exercice 2019

=======oOo=======

COMPTES ADMINISTRATIFS DES RECETTES ET DES DEPENSES

ANNEXE 1 :

- ✓ **NOTE INTRODUCTIVE**
- ✓ **RECETTES**
- ✓ **DETTE PUBLIQUE**

SOMMAIRE

ANNEXE 1 :

Pages

I.- NOTE DE PRESENTATION 3-6

I.1.1 Contexte international 3-4
I.1.2 Contexte sous régional 5
I.1.3 Contexte national 5-6

II.- EXAMEN D'ENSEMBLE 7-19

II.1.1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 7-11

a) Les prescriptions relatives aux impôts et taxes intérieurs 7-8
b) Les prescriptions relatives aux droits et taxes de douane 8
c) Les prescriptions relatives aux recettes pétrolières, aux droits et frais administratifs aux recettes de portefeuille 9-10

II. 1.2 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT 11

a.1- les emprunts 11
a.2- les dons, legs et fonds de concours 11

II. 2.1 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 12-14

II.2.1.1 charges financières de la dette publique 12
II.2.1.2. dépenses de personnel 12-13
II.2.1.3 dépenses des biens et services 13
II.2.1.4 .autres dépenses 14
II.2.1.5. dépenses des transferts et interventions directes 14

♦ LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 14-15

II.2.2 dépenses d'investissement 14-15

II.3 PRESENTATION DES RESULTATS 16-19

III.- EXPOSE DES MOTIFS 20-30

III.1 LES RECETTES 20-24
III.1.1. les recettes fiscales 20-22
III.1.2. les dons, legs et fonds de concours 22
III.1.3. les autres recettes 23-24

III.2 LES DEPENSES 25-30
III.2.1. les charges financières de la dette publique 26
III.2.2. les dépenses de personnel 27
III.2.3. les dépenses des biens et services 27
III.2.4. les autres dépenses 28
III.2.5. les dépenses de transferts et interventions 28-29
III.2.6. les dépenses d'investissement 29-30

TABLEAU D'EVOLUTION DES RECETTES BUDGETAIRES DES ANNEES 2015 A 2019 31
TABLEAU RECAPITULATIF D'EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES EXERCICE 2019 (GRANDES MASSES) 32
TABLEAU RECAPITULATIF D'EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES EXERCICE 2019 (CONFIGURATION BUDGETAIRE) .. 33
TABLEAU RECAPITULATIF D'EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES EXERCICE 2019 (CONFIGURATION TOFE) 34
TABLEAU DETAILLE DES REALISATIONS DES RECETTES BUDGETAIRES EXERCICE 2019 35-43
TABLEAU DETAILLE DE LA DETTE PUBLIQUE 44

- **ANNEXE 2 :**

TABLEAU DETAILLE DES DEPENSES DE PERSONNEL 45-521

- **ANNEXE 3 :**

A- TABLEAU DETAILLE DES DEPENSES DES BIENS ET SERVICES DES ADMINISTRATIONS CENTRALES 522-718
B- TABLEAU DETAILLE DES AUTRES DEPENSES 640
C- TABLEAU DETAILLE DES DEPENSES DE TRANSFERTS..... 719-801

- **ANNEXE 4 :**

D- TABLEAU DETAILLE DES DEPENSES DES BIENS ET SERVICES DES ADMINISTRATIONS DECONCENTREES 802-1572

I- NOTE DE PRESENTATION

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

I.1.1 – CONTEXTE INTERNATIONAL

L'activité économique mondiale a fléchi en 2019 de plus de 0,9 point par rapport à 2018 (3,8%) atteignant son niveau le plus bas depuis 2009, soit 2,9%. Cette atonie de la croissance résulte de plusieurs facteurs entre autres : (i) l'incertitude entourant les politiques commerciales et la hausse des droits de douane entraînant une baisse de l'investissement et de la demande de biens d'équipement ; (ii) le ralentissement marqué et généralisé de l'industrie manufacturière et du commerce mondial ; (iii) les tensions géopolitiques et les difficultés spécifiques des principaux pays émergents ; (iv) l'intensification des troubles sociaux dans plusieurs pays et la résurgence des catastrophes ; (v) ainsi que la contraction dans le secteur de l'industrie automobile suite à l'introduction de nouvelles normes antipollution.

L'analyse de l'inflation dans le monde affiche un taux de 2,7% en 2019, légèrement inférieur à celui de 2018 (3,3%).

- **DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS**

Dans les pays avancés, les économies continuent de ralentir, le taux d'inflation s'améliore et s'est établi à 1,5% en 2019 contre 1,8% en 2018. La croissance quant à elle s'est située à 1,7% en 2019 contre 2,2% en 2018.

Aux États-Unis, les mesures de relance du gouvernement ont permis de stimuler les emplois et la consommation qui sont restés solides. L'incertitude liée aux commerces a par contre pesé négativement sur l'investissement. La croissance est ressortie à 2,3% contre 2,9% en 2018.

En *Grande Bretagne,* sous l'effet négatif de la fragilité de la croissance mondiale conjuguée des incertitudes persistant autour du Brexit, la croissance est restée atone à 1,3% en 2019.

Dans la zone Euro, la faiblesse de la demande mondiale et la réduction des inventaires en raison d'une faible production industrielle ont mis la croissance en sourdine depuis mi-2018. En conséquence, la croissance s'est établie à 1,2% en 2019 contre 1,9% en 2018.

En France et en ***Allemagne,*** l'activité économique est fortement impactée par les tensions commerciales entre les États-Unis et un certain nombre de pays. A ces facteurs, il est à noter les nouvelles normes d'émission qui ont affecté la production automobile en Allemagne. La faiblesse de la croissance s'est établie respectivement à 0,5% en 2019 contre 1,5% en 2018 pour la France et 1,3% en 2019 contre 1,7% en 2018 pour l'Allemagne.

En Italie, le repli de la croissance est estimé à 0,6 point par rapport à 2018 soit 0,2%. En effet, le fléchissement de la consommation privée, la diminution de la relance budgétaire ainsi que la faiblesse du commerce international ont joué en défaveur d'une croissance plus vigoureuse.

Pour les pays émergents et en développement, le ralentissement de l'activité économique est le résultat des tensions commerciales et les chocs spécifiques des principaux Etats qui ont pesé sur la demande intérieure. La croissance économique s'est établie à 3,7% en 2019 contre 4,5% en 2018.
En Chine, la croissance s'est contractée légèrement en 2019 passant de 6,6% en 2018 à 6,1% en lien avec l'augmentation des droits de douane et l'affaiblissement de la demande extérieure aggravant ainsi le ralentissement lié au durcissement de la réglementation, nécessaire à l'endettement.
S'agissant de **l'Inde**, la croissance économique est en recul net de 2 points par rapport à 2018 (6,8%). Ce repli de la croissance tient de la faiblesse de la demande des exportations couplée à celle de la demande intérieure sous fond de tensions dans le secteur financier non bancaire et de ralentissement de la croissance du crédit.
En liaison avec la baisse de la demande mondiale, l'activité économique s'est ralentie en **Russie,** elle passe de 2,3% en 2018 à 1,1% en 2019.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est légèrement augmentée passant de 3,2% en 2018 à 3,3% en 2019. Elle résulte d'une conjoncture extérieure difficile et des perturbations persistantes de la production dans les pays exportateurs de pétrole et d'une croissance inférieure aux attentes en Afrique du sud. Cette croissance est disparate suivant les pays, elle est forte dans la plupart des pays riches en ressources naturelles. Le taux d'inflation ressort à 8,4% par rapport à son niveau de 2018(8,5%).

Au Nigéria, la croissance est ressortie vigoureuse comme dans la plupart des pays producteurs de pétrole en liaison avec la bonne tenue des cours de pétrole. Elle passe de 1,9% en 2018 à 2,3% en 2019.

En Afrique du sud, la croissance a fléchi pour se fixer à 0,4% en 2019 contre 0,8% une année auparavant. Cette contreperformance résulte des grèves à répercussion qu'a connue le pays et des problèmes d'approvisionnement énergétique du secteur minier ainsi que d'une faible production agricole.

I.1.2- CONTEXTE SOUS-REGIONAL

En zone CEMAC, la croissance économique a poursuivi en 2019 son redressement enclenché en 2017, à la faveur d'une progression de la production pétrolière dans tous les pays producteurs à l'exception de la Guinée Equatoriale ainsi qu'une bonne tenue de l'activité économique non pétrolière au Cameroun, Gabon et Tchad.

Au plan intérieur, l'environnement économique a été marqué par la poursuite de la consolidation budgétaire dans tous les pays de la CEMAC, sur fond de la persistance des menaces sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et en Centrafrique, ainsi que de la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, avec pour corollaire une augmentation des dépenses de sécurité et l'afflux des réfugiés et des déplacés.

Dans ce contexte, l'économie de la CEMAC dans son ensemble a poursuivi sa reprise avec un taux de croissance de 2,0 % en 2019 après 1,8 % en 2018 et 0,7% en 2017.

Par pays, la croissance économique est répartie à la hausse en 2019 en ***Centrafrique*** (5,3% contre 3,8% en 2018) en liaison avec la bonne tenue des productions de diamant et de l'or ainsi que des efforts consentis pour la pacification du pays, ***au Gabon*** (3,7 % contre 0,4 % en 2018) et au ***Tchad*** (3,0% après 1,9% en 2018) portée essentiellement par une conséquence de la production pétrolière dans ces deux pays.

Elle a connu un nouveau ralentissement au ***Cameroun*** pour s'établir à 3,3% en 2019 après 4,1% en 2018, en lien avec la persistance de la crise socio-politique dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest couplée avec une quasi-stagnation de la production pétrolière.

La ***Guinée Equatoriale***, quant à elle, est restée en récession (-4,0% après -3,1% en 2018), plombée par le déclin de la production de pétrole brut et de gaz.

I.1.3 – CONTEXTE NATIONAL

Au plan national, après une modeste reprise de la croissance de 1,1% en 2018, ***l'économie Congolaise*** est repartie en récession avec une croissance de -0,3% en 2019 en dépit, d'une légère progression de la production pétrolière (1,7% en 2019 contre 23,2% un an avant. La poursuite de l'atonie du secteur non pétrolier est la cause principale de cette contreperformance. En effet, ce secteur enregistre une croissance négative de -1,7% en nette amélioration par rapport à l'année 2018 (-12,5%).

En 2019, l'inflation s'est établie à 2,3% contre 1,2% en 2018, en lien avec l'augmentation des tarifs des péages et la mise en service des nouveaux péages sur l'axe Brazzaville-Pointe Noire, conjuguée avec la hausse de la pression fiscale.

Suite aux engagements pris par le Congo, un cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) a été mis en place. Pour 2019, les prévisions des recettes sont évaluées à deux mille soixante-sept milliards six cent soixante-treize millions (**2 067 673 000 000**) de francs CFA et celles des dépenses à mille cinq cent soixante-trois milliards cinq cent huit millions **(1 563 508 000 000)** de francs CFA.

Au titre de l'année 2019, le budget de l'Etat a été exécuté et définitivement clos ainsi qu'il suit :

Recettes (recouvrements) ..... 2 042 219 892 883 F CFA

Dépenses (ordonnancements) ..... 1 604 279 876 277 F CFA

Solde (excédentaire) ..... 437 940 016 606 F CFA

Fait à Brazzaville, le 09 JUIL 2020

Pour le ministre des finances et du budget,
Le directeur général du budget par intérim

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
REPUBLIQUE DU CONGO
Directeur
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Jean Claude IWANGA